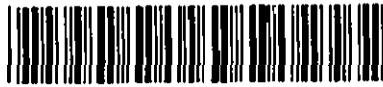


Réserve  
au  
Moniteur  
belge



\*10020028\*

TRIBUNAL COMMERCE  
CHARLEROI - ENTRE LE

26.01.2010

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 05/02/2010 - Annexes du Moniteur belge

Dénomination : **Service de Coordination des Soins à Domicile de la Ville de Charleroi**

Forme juridique : Association sans but lucratif

Siège : Bd Zoé Dron 1 (2<sup>ème</sup> étage) 6000 CHARLEROI

N° d'entreprise : 435294923

Objet de l'acte : **Modifications statutaires suite à l'Assemblée Générale extraordinaire du 09/12/2009**

Conformément à la loi du 27 juin 1921 telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002, au cours de la réunion susmentionnée réunissant au moins deux tiers des membres, il a été décidé, aux majorités spéciales énoncées par la loi, de modifier les statuts pour les adapter aux modifications légales et d'adopter un nouveau texte intégral qui se présente comme suit :

**Titre I Dénomination et siège social**

Article 1 : L'association est dénommée " Service de Coordination des Soins à Domicile de la Ville de Charleroi

Article 2 : Le siège social est établi en Belgique, dans l'arrondissement judiciaire de Charleroi. Il est actuellement établi .

**Titre II Le but social**

Article 3 : L'association a pour but de promouvoir la collaboration de l'ensemble des dispensateurs de soins (médecins, infirmier (ères), kinésithérapeutes et travailleurs sociaux , aides familiales, aides seniors, etc) pour permettre de traiter à domicile, dans des conditions de sécurité médicales garanties, les personnes dont l'état physique ou mental est altéré de manière temporaire ou permanente et qui subissent une diminution d'autonomie telle qu'il convient de leur procurer une aide efficace pour permettre leur maintien à domicile, lorsque son entourage familial ne peut lui assurer.

Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet. Elle peut faire toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet. Elle peut aussi créer et gérer tout service ou toute institution poursuivant l'objet de l'association. Le territoire couvert est la zone du SISD, la zone du Cercle des Médecins Généralistes de la région de Charleroi (FAGC).

**Titre III. Les membres effectifs**

Article 4 : L'association est composée de membres effectifs.

Les nouveaux membres effectifs sont toutes personnes privées ou des personnes morales de droit public ou privé issues du monde professionnel médico-social.

Les admissions de nouveaux membres sont décidées souverainement par le conseil d'administration. Le conseil d'administration statue en fonction de la législation en vigueur.

La décision du conseil d'administration est sans appel et ne doit pas être motivée. Elle est portée à la connaissance du candidat par lettre ordinaire.

Article 5: Le nombre des membres effectifs est illimité. Il ne peut être inférieur à six.

Article 6 : Seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux associés par la loi et les présents statuts.

Article 7 : Les membres effectifs peuvent se retirer à tout moment de l'association en adressant leur démission par écrit au conseil d'administration. L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix des personnes présentes et représentées. Le conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'assemblée générale les membres qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts ou aux lois.

Peuvent être exclus, les membres ayant commis un acte contraire à l'honneur, ayant gravement compromis les intérêts de l'association ou n'ayant pas respecté les statuts et/ou le règlement d'ordre intérieur.

Peut être réputé démissionnaire le membre qui n'assiste pas ou qui ne se fait pas représenter à trois assemblées générales consécutives

Le conseil d'administration constate que le membre est réputé démissionnaire.

Article 8 : Le conseil d'administration tient au siège de l'association un registre de membres. Ce registre reprend les nom, prénoms et domicile des membres, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social. En outre, toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du conseil d'administration endéans les huit jours de la connaissance que le conseil a eue de la décision.

Le membre contresigne dans le registre la mention de son admission. Cette signature entraîne son adhésion aux présents statuts, au règlement d'ordre intérieur ainsi qu'aux décisions prises par l'association.

Article 9 : Tout membre effectif peut consulter, au siège de l'association, les documents comptables, le registre des membres ainsi que les procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration, du délégué à la gestion journalière ou de tout mandataire agissant au sein et pour le compte de l'association. La demande doit être adressée préalablement par écrit au conseil d'administration et préciser le ou les documents auxquels le membre souhaite avoir accès. Les parties conviennent d'une date où le membre peut prendre connaissance des documents souhaités, cette date devant se situer dans le délai d'un mois à dater de la réception de la demande par le président du conseil d'administration.

Article 10 : Tout membre démissionnaire ou exclu, ainsi que leurs héritiers n'ont aucun droit sur le fonds social de l'association. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni redevé, ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaires, ni le remboursement des cotisations versées.

#### Titre IV. Les membres adhérents

Article 11 : Sont membres adhérents, les personnes qui souhaitent aider ou participer aux activités de l'association et qui s'engagent à en respecter les statuts et les décisions prises conformément à ceux-ci.

Les membres adhérents sont considérés comme des tiers, leur responsabilité personnelle ne peut donc être engagée pour des actes accomplis par l'association.

Article 12 : Les membres adhérents ne participent pas aux assemblées générales. Ils peuvent néanmoins prendre connaissance des décisions prises par l'assemblée générale.

Article 13 : Toute personne qui désire devenir membre adhérent adresse une demande écrite au conseil d'administration. Les admissions de nouveaux membres sont décidées souverainement par le conseil d'administration.

La décision du conseil d'administration est sans appel et ne doit pas être motivée. Elle est portée à la connaissance du candidat par lettre ordinaire.

Article 14 : Les membres adhérents peuvent se retirer à tout moment de l'association en adressant leur démission par écrit au conseil d'administration.

Peuvent être exclus, les membres ayant commis un acte contraire à l'honneur, ayant gravement compromis les intérêts de l'association ou n'ayant pas respecté les statuts et/ou le règlement d'ordre intérieur.

L'exclusion d'un membre adhérent peut être prononcée par le conseil d'administration.

Peut être réputé démissionnaire le membre qui ne paie pas les cotisations qui lui incombent. Le conseil d'administration constate que le membre adhérent est démissionnaire.

#### Titre V. Les cotisations

Article 15 : Les membres ne sont astreints à aucun droit d'entrée, ni à aucune cotisation. Ils apportent à l'association le concours de leurs capacités et de leur dévouement.

#### Titre VI. Le fonctionnement de l'assemblée générale

Article 16 : L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs. Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un administrateur désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Article 17 : L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an dans le courant du premier semestre de l'année civile. Une assemblée générale extraordinaire peut être réunie à tout moment par décision du conseil d'administration, soit à la demande de celui-ci, soit à la demande d'un cinquième des membres.

Article 18 : L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration par lettre ordinaire confiée à la poste ou remise de la main à la main ou par courriel au moins huit jours avant la date de l'assemblée. La convocation contient l'ordre du jour. Toute proposition signée par un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour.

Article 19 : Chaque membre effectif a le droit d'assister à l'assemblée générale. Il peut se faire représenter par un autre membre porteur d'une procuration écrite dûment signée. Chaque membre ne peut être porteur que de deux procurations.

Article 20 : Tous les membres ont un droit de vote égal à l'assemblée générale. Toute personne qui a un intérêt opposé à celui de l'association ne peut participer aux délibérations et au vote concernant ce point de l'ordre du jour.

Article 21 : Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents et représentés, sauf dans le cas où il en est décidé autrement dans la loi ou les présents statuts.

Les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en comptes pour le calcul des majorités. En cas de parité de voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Article 22 : L'assemblée ne peut délibérer valablement que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Exceptionnellement, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être délibéré à condition que la moitié des membres soient présents ou représentés à l'assemblée générale et que deux tiers d'entre eux acceptent d'inscrire ce point à l'ordre du jour.

Article 23 : L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité

des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. Toutefois, la modification qui porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés et adopter les modifications aux majorités précitées. La seconde réunion ne peut être tenue moins de 15 jours après la première réunion. L'assemblée générale ne peut prononcer sur la dissolution de l'association que dans les mêmes conditions que celles relatives à la modification du ou des buts de l'association.

Article 24 : Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre des procès-verbaux. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par un autre administrateur désigné à cet effet par le conseil d'administration. Ils sont signés par le président et le secrétaire et conservés dans un registre au siège social de l'association. Tout membre peut consulter ces procès-verbaux mais sans déplacement du registre. Tout tiers justifiant d'un intérêt légitime peut demander des extraits des procès-verbaux signés par le président ou par un autre administrateur.

Article 25 : Toute modification aux statuts doit être déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège de l'association. Il en est de même de toute nomination, démission, ou révocation d'administrateur.

#### Titre VII. Les pouvoirs de l'assemblée générale

Article 26 : L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par la loi, les présents statuts ou le règlement d'ordre intérieur.

Les attributions de l'assemblée générale comportent le droit de modifier les statuts, d'excuser un membre, de prononcer la dissolution volontaire de l'association ou la transformation de celle-ci en finalité sociale, de nommer et de révoquer les administrateurs, de nommer et révoquer les commissaires et de fixer leur rémunération lorsque celle-ci est prévue, d'approuver annuellement les comptes et budget, d'octroyer la décharge aux administrateurs.

#### Titre VIII. La composition du conseil d'administration

Article 27 : L'association est gérée par un conseil d'administration composé de minimum 3 membres.

Toutefois, si seules trois personnes sont membres de l'association, le conseil d'administration n'est composé que de deux personnes. Le nombre d'administrateurs doit en tout cas toujours être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

Les membres du conseil d'administration, choisis parmi les membres effectifs après un appel de candidatures, sont nommés par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix des personnes présentes et représentées et par vote secret. Le mandat d'administrateur est de trois ans. Il se termine à la date de la troisième assemblée générale ordinaire qui suit celle qui l'a désigné comme administrateur. L'administrateur sortant est rééligible.

Article 28 : Les administrateurs exercent leur fonction gratuitement. Toutefois les frais exposés dans l'accomplissement de leur mission pourront être remboursés. La fonction d'administrateur ou d'administrateur délégué peut être rémunérée. Dans ce cas, le Conseil d'Administration fixera le montant des rémunérations qui seront accordées.

Article 29 : Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables, vis-à-vis de l'association, que de l'exécution de leur mandat.

Article 30 : Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa démission par écrit au conseil d'administration. En cas de vacance d'un mandat, un administrateur peut être nommé à titre provisoire par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

#### Titre IX. Le fonctionnement du conseil d'administration

Article 31 : Le conseil désigne en son sein un président qui doit obligatoirement être un médecin généraliste issu de la FAGC (Fédération des Associations de Médecins Généralistes de la région de Charleroi), ce quatre vice-présidents (dont deux issus du secteur privé et deux du secteur public), un secrétaire et un trésorier, qui en composent le Comité de Gestion. Le président est chargé notamment de convoquer et de présider le conseil d'administration.

Le secrétaire est notamment chargé de rédiger les procès-verbaux, de veiller à la conservation des documents. Le secrétaire tient le registre des membres, y inscrit les modifications et veille à déposer la mise à jour au greffe du tribunal de commerce dans le mois de la date anniversaire du dépôt des statuts. Il procède aux autres dépôts obligatoires au greffe du tribunal de commerce.

Le trésorier est notamment chargé de la tenue des comptes, de la déclaration à l'impôt, des formalités pour l'acquiescement de la taxe sur le patrimoine et de la T.V.A.

En cas d'empêchement temporaire du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou par le plus âgé des administrateurs présents.

Article 32 : Les membres du conseil peuvent se faire représenter par un autre administrateur porteur d'une procuration écrite et dûment signée. Un administrateur ne peut être porteur que de deux procurations.

Article 33 : Le conseil délibère valablement si la moitié des administrateurs sont présents ou représentés.

Article 34 : Les décisions du conseil sont prises à la majorité simple des voix des administrateurs présents et représentés. Les votes blancs, nuls ainsi que les absentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités. En cas de partage de voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante. Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de l'association ne peut participer aux délibérations et au vote sur ce point de l'ordre du jour.

Article 35 : Le conseil d'administration est convoqué par le président ou, en cas d'empêchement, par un autre administrateur. Il se réunit au moins une fois par semestre.

La convocation au conseil d'administration est envoyée par lettre ordinaire au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion du conseil. Elle contient l'ordre du jour.

Le conseil d'administration ne délibère que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Exceptionnellement, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être débattu si les deux tiers des membres présents et représentés marquent leur accord.

#### Titre X. Les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Article 36 : Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il peut notamment faire et recevoir tous les paiements et en exiger ou donner quittance, faire et recevoir tous dépôts, acquérir, échanger ou aliéner tous biens meubles ou immeubles ainsi que prendre et céder un bail même pour plus de neuf ans; accepter et recevoir tous subsides et subventions privés et officiels, accepter et recevoir tous dons et donations, consentir et conclure tous contrats d'entreprise et de vente, contracter tous emprunts avec ou sans garantie, consentir et accepter toutes subrogations et cautionnements, hypothéquer les immeubles sociaux, contracter et effectuer tous prêts et avances, renoncer aux droits contractuels ou réels ainsi qu'à toutes garanties réelles personnelles, donner mainlevée avant ou après paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, ou d'autres empêchements, plaider tant en demandant qu'en défendant devant toute juridiction, exécuter tous jugements, transiger, compromettre.

Toutes les attributions qui ne sont pas expressément réservées par la loi, les statuts ou le règlement d'ordre intérieur à l'assemblée générale seront exercées par le conseil d'administration.

Article 37 : Le conseil d'administration nomme, soit lui-même, soit par mandataire, tous les agents, employés, et membres du personnel de l'association et les destitue. Il détermine leur occupation et leur traitement. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, à des membres ou à des tiers. Dans ces cas, l'étendue des pouvoirs conférés et la durée durant laquelle ils peuvent être exercés seront précisées. La démission ou la révocation d'un administrateur mettent fin à tout pouvoir délégué par le conseil d'administration.

#### Titre XI. L'action en justice

Article 38 : Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration.

#### Titre XII. La gestion journalière

Article 39 : Le conseil délègue la gestion journalière de l'association et la représentation afférente à celle-ci, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, à un ou plusieurs organe(s), composé(s) d'une ou plusieurs personne(s), administrateur(s) ou membre(s) du personnel. S'ils sont plusieurs, le conseil d'administration détermine s'ils agissent individuellement, conjointement ou collégalement.

Les personnes qui composent ces organes ne devront pas justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable ou d'une procuration du conseil d'administration.

Le mandat prend fin automatiquement quand le délégué chargé de la gestion journalière perd sa qualité d'administrateur ou s'il n'est plus membre du personnel de l'ASBL. Le conseil d'administration peut, à tout moment et sans qu'il doive se justifier, mettre fin au mandat conféré à la personne ou aux personnes chargée(s) de la gestion journalière.

Les actes de gestion journalière sont ceux qui ne sont que l'exécution journalière de la ligne de conduite décidée par le conseil d'administration et qui doivent être réalisées régulièrement pour assurer la bonne marche des activités déployées par l'association.

#### Titre XIII. La représentation

Article 40 : Le conseil d'administration qui a le pouvoir de représenter l'ASBL délègue ce pouvoir à plusieurs administrateur(s). Le conseil d'administration détermine s'ils agissent conjointement.

Les personnes qui composent ces organes ne devront pas justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable ou d'une procuration du conseil d'administration.

Le mandat prend fin automatiquement quand le délégué chargé de la représentation perd sa qualité d'administrateur ou s'il n'est plus membre du personnel de l'ASBL. Le conseil peut, à tout moment et sans qu'il doive se justifier, mettre fin au mandat conféré à la personne ou aux personnes chargées de la représentation générale de l'association.

Article 41 : L'association est aussi valablement engagée par des mandataires spéciaux et ce dans les limites données à leurs mandats.

#### Titre XIV. Le règlement d'ordre intérieur

Article 42 : Un règlement d'ordre intérieur peut être instauré. Son acceptation ainsi que les modifications qui pourraient y être apportées nécessitent une décision de l'assemblée générale réunissant au moins la moitié des membres effectifs et statuant à la majorité absolue des voix des membres présents et représentés.

#### Titre XV. Dispositions diverses

Article 43 : L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Article 44 : Les comptes de l'exercice écoulé, le budget pour l'exercice suivant (ainsi qu'un rapport d'activités) seront soumis annuellement pour approbation à l'assemblée générale. L'assemblée générale pourra désigner un ou plusieurs commissaires, associés ou non, chargés de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter leur rapport annuel. Elle déterminera la durée de leur mandat.

Article 45 : En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à l'actif net de l'association. Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, à quelque moment ou par quelque cause qu'elle se produise, l'actif net de l'association dissoute sera affecté à une association ou un organisme similaire poursuivant le même but.

Article 46 : Tout ce qui n'est pas expressément prévu dans les présents statuts est réglé conformément à la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif.

Article 47 : Le conseil désigne le président, le secrétaire, le trésorier et un vice-président, agissant individuellement, comme personnes chargées de la gestion journalière qui possèdent tous les pouvoirs de gestion et de représentation afférents à cette gestion quotidienne. Ils agissent en qualité d'organe individuellement.

Il désigne le président, le secrétaire et un vice-président, agissant individuellement, comme personnes disposant du pouvoir de représenter l'association et qui possèdent le pouvoir de représenter l'association dans tous les actes juridiques et en justice. Le président, le secrétaire et un vice-président agissent en qualité d'organes individuellement.

#### Nominations de nouveaux membres à l'Assemblée Générale

- Dr Luc MERCIER, médecin généraliste, rue du Temple 40 6180 COURCELLES  
N° reg. nat.: 580218 16938
- Mr Daniel HIRSOUX, secrétaire du CPAS de Courcelles, rue de la Fléchère 33 6181 GOUY-LEZ-PIETON  
N° reg. nat.: 470123 02981
- Dr Pierre LARDINOIS, médecin généraliste, rue Vandervelde 99 6182 SOUVRET  
N° reg. nat.: 401128 10767
- Mr André TRIGAUT, rue de Forrière 138 6180 COURCELLES  
N° reg. nat.: 410312 02512
- Mme Françoise MAHIEU, kinésithérapeute, rue E. Vandervelde 105 6182 SOUVRET  
N° reg. nat.: 570421 12285
- Mme S. MEYVISCH, assistante sociale, rue du Faubourg 301 6110 MONTIGNY/LE/TILLEUL représentant le CPAS de Charleroi  
N° reg. nat.: 681113 10837
- Mme Jacqueline MOUVET, infirmière, rue du Beau Site 35 6001 MARCINELLE représentant le CPAS de Charleroi  
N° reg. nat.: 521008 11036
- Mme Frédérique LACHAPPELLE, assistante sociale, rue du Taciturne 14 6040 JUMET représentant le CPAS de Charleroi  
N° reg. nat.: 730813 38439
- Mr Bernard DALLONS, Président du CPAS de Charleroi, rue du Transvaal 61 6010 COUILLET  
N° reg. nat.: 570731 09923
- Mr Olivier JUSNIAUX, Secrétaire du CPAS de Charleroi, avenue Mascaux 87 6001 MARCINELLE  
N° reg. nat.: 720712 11717
- Mr Denis FERON, assistant social, Lieu-Dit les Maroelles 18 6530 THUIN représentant le CPAS de Charleroi  
N° reg. nat.: 601122 03164
- Mme André DE PAOLI, rue des Aiselles 20 6040 JUMET représentant le CPAS de Charleroi  
N° reg. nat.: 491128 10564

#### Nomination de nouveaux membres au Conseil d'Administration

- Dr Luc MERCIER, médecin généraliste, rue du Temple 40 6180 COURCELLES  
N° reg. nat.: 580218 16938
- Mr Daniel HIRSOUX, secrétaire du CPAS de Courcelles, rue de la Fléchère 33 6181 GOUY-LEZ-PIETON  
N° reg. nat.: 470123 02981
- Mme Anita GANCJWACH, infirmière licenciée, Chemin Vert 85/30 6540 LOBBES représentant le CPAS de Charleroi  
N° reg. nat.: 570612 33856
- Mme Jacqueline MOUVET, infirmière, rue du Beau Site 35 6001 MARCINELLE représentant le CPAS de Charleroi  
N° reg. nat.: N° reg. nat.: 521008 11036
- Mr Olivier JUSNIAUX, secrétaire du CPAS de Charleroi, avenue Mascaux 87 6001 MARCINELLE  
N° reg. nat.: 720712 11717
- Denis FERON, assistant social, Lieu-Dit les Maroelles 18 6530 THUIN représentant le CPAS de Charleroi  
N° reg. nat.: 601122 03164

#### Démission à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration

- Mme Christine MOITIEZ, rue de la Flanière 41 6043 RANSART

Volet B - Suite

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire du 9 décembre 2009

Reprise de l'agrément du CPAS de Charleroi (regroupement) à partir du 01/01/2010. Après l'exposé de motifs déjà repris dans les procès-verbaux précédents et la décision du Conseil de l'Action Sociale du 13/11/2009, l'Assemblée Générale accepte le regroupement (intégration) avec le Centre de Coordination des Soins et Services à Domicile et accepte la rétrocession des 40 000 euros émanant du subside 2010 destiné à l'agrément du CPAS. Il est proposé que le CPAS de Charleroi sera représenté à l'Assemblée Générale par 8 associés : A. Gancwajch, S. Meyvish, J. Mouvet, F. Lachapeite, B. Dallons, M. Jusniaux, D. Feron et A. Di Paoli. Ils sont acceptés à l'unanimité des membres présents et/ou représentés en qualité de représentants dudit CPAS, au maximum pour la durée de leur appartenance au CPAS.

Tout changement de qualité ou d'appartenance d'un représentant du CPAS devra être signalé à l'ASBL de telle sorte que toutes dispositions soient prises par l'Assemblée Générale en vue de son remplacement comme dit au paragraphe précédent. Chaque associé représentant le CPAS est titulaire des mêmes droits et obligations que tout autre associé au sein de l'Assemblée Générale.

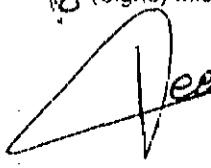
Approuvé à l'unanimité des membres présents et/ou représentés

Désignation de deux nouveaux vice-présidents suite au Conseil d'Administration du 12 janvier 2010

- Dr Jean-Pierre ROCHET, Bd Audent 5 6000 CHARLEROI
- Mme Anita GANCWAJCH, chemin Vert 85/30 6540 LOBBES

Fait à Charleroi le 12 janvier 2010 en double exemplaire.

 (Signé) Michel JACQUET, président

 **SECRETARIE**  
Adm. Déléguée

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 05/02/2010 - Annexes du Moniteur belge